

## Contexte:

Le 9e Forum Mondial de l'Eau s'est déroulé sous le thème "La sécurité de l'eau pour la paix et le développement", un thème stratégique pour aborder la question de la pénurie d'eau à la lumière des effets du changement climatique et de la croissance démographique. Il s'est terminé par une déclaration intitulée "Blue Deal", visant à garantir l'accès à l'eau et à l'assainissement pour tous, à assurer un financement adéquat et une gouvernance inclusive, et à renforcer la coopération.



## Le stress hydrique en chiffres



2,1 milliards de personnes n'ont toujours pas accès à l'eau potable.



4,5 milliards ne disposent pas de toilettes sur leur propriété.



1,9 milliard de personnes vivent dans des pays où l'eau est rare et où la demande en eau dépasse l'offre à long terme.



80 % des eaux usées se déversent sans traitement dans les rivières, les lacs et les océans.

**Conçu comme une plateforme d'échange sur les questions liées à l'eau, à l'amélioration de l'accès à l'eau et à l'assainissement, le Forum était structuré autour des composantes suivantes.**

- Un segment politique de haut niveau comprenant des chefs d'État et de grandes institutions internationales.
- Une plateforme d'échange multi-acteurs comprenant des représentants des gouvernements, des parlementaires, des autorités locales, des experts scientifiques, le secteur privé, la société civile, les jeunes, les femmes, etc.

**A l'issue du Forum, la communauté internationale a été amenée à approuver la "Déclaration de Dakar, un Blue Deal pour la sécurité de l'eau et de l'assainissement pour la paix et le développement" qui se concentre sur 5 domaines prioritaires.**

1. Garantir le droit à l'eau et à l'assainissement pour tous par la mise en place de cadres législatifs appropriés et inclusifs ;
2. Garantir la disponibilité de la ressource et de sa résilience par l'adoption de plans de gestion durable, la sensibilisation de toutes les parties prenantes et le renforcement de la protection des zones humides ;
3. Assurer un financement adéquat des infrastructures d'eau et d'assainissement en encourageant la mise en place de mécanismes de financement innovants (notamment auprès du secteur privé) et en plaidant pour la mise en œuvre effective du plan d'action d'Addis-Abeba sur le financement du développement ;
4. Assurer une gouvernance de l'eau transparente et inclusive, notamment pour promouvoir la cohérence entre les politiques de l'eau et celles des autres secteurs ;
5. Renforcer la coopération bilatérale et multilatérale, notamment en ce qui concerne la gestion des bassins transfrontaliers.

**Enfin, face au défi de l'accès à l'eau pour tous, le ministre sénégalais de l'Eau, S.E Serigne Mbaye Thiam, a annoncé la création d'un panel international de haut niveau sur les investissements dans l'eau en Afrique, dont l'objectif est de développer des moyens concrets pour mobiliser 30 milliards de dollars par an jusqu'en 2030 afin de combler le déficit d'investissement dans ce secteur en Afrique.**

Suivez nous sur nos réseaux sociaux



@PositiveAgendaA



Positive Agenda Advisory